

production de défense, comme il en avait évidemment le droit, puisque ce n'était pas lui qui les avait fait figurer au budget. Peu semble importer d'ailleurs que le gouvernement ait dirigé ses efforts contre l'inflation ou la menace d'une récession.

Il est, à mon avis, intéressant d'examiner certaines des déclarations publiques formulées par le nouveau ministre des Finances (M. Fleming) au cours des quelques mois qui ont suivi son entrée en fonctions. Il est évident que, pour lui, le spectre qu'il entrevoyait au cours de ses trois mois suivants comme ministre, c'était l'inflation, et que tel est l'épouvantail qui, depuis, a reçu toute ou presque toute son attention. Dans un discours prononcé à Montréal le 13 septembre 1957, devant l'Association des directeurs de la publicité des journaux de l'Est canadien, voici ce qu'il aurait dit:

J'ai dit que le gouvernement a pour ligne de conduite de résister à l'inflation. Si le gouvernement invite la population à se montrer tolérante, celle-ci a le droit de demander au gouvernement de faire davantage que l'exhorter à la production et à l'épargne. Votre gouvernement tâche de mettre ce qu'il prêche en pratique. Le poids considérable des dépenses de l'État peut sans doute, si l'on n'y met aucun frein, déchaîner les forces de l'inflation qui sont difficiles à mâter. Le nouveau gouvernement a été élu parce qu'il s'était engagé à faire certaines choses, dont l'une est la suppression du gaspillage et des folles dépenses.

Nous savons que, vers la fin de l'année, c'est-à-dire le 6 décembre pour être exact, le ministre avait décidé de présenter un état financier à la Chambre des communes assemblée. Mais en même temps, j'ai l'impression que certaines de ses déclarations en public peuvent nous donner une juste idée de ce que représentait dans son esprit l'initiative en matière de politique monétaire. Selon le *Telegram* de Toronto du 22 novembre 1957, le ministre des Finances (M. Fleming) avait, la veille, déclaré:

Ce n'est pas le moment de céder à la panique... S'il s'agit d'une crise nationale, tout ce que je peux dire c'est que presque tous les pays du monde voudraient avoir des crises nationales comme celle-là...

On nous dit que le chômage est critique. Il y a du chômage, je le concède, mais le gouvernement s'en occupera, et la situation n'est pas critique.

La veille de la présentation de son petit budget, soit le 5 décembre, il a dit aux étudiants de Hart House, de l'université de Toronto:

Nul ne peut équitablement dire que la situation est critique. Le Canada ne connaît ni «crise» ni «urgence» à cause du chômage.

Le collègue qui prépare avec lui le budget, le ministre du Revenu national (M. Nowlan),

avait fait un discours à Halifax le mois précédent. Voici ce qu'il pensait en novembre 1957:

Il a exhorté les gens à ne pas s'alarmer devant le chômage intense que l'on prédisait pour l'hiver. Le chômage saisonnier a toujours existé, a-t-il dit, et il y aura du chômage saisonnier cet hiver. Disons toutefois que l'avenir apparaît plus brillant que jamais et «qu'il n'y aura pas de crise économique».

D'autres ministres ont fait des discours dans la même veine et dans le même temps, ce qui montre bien quel était le sentiment du gouvernement cinq mois après sa prise de pouvoir. Il y a de quoi s'amuser un peu quand on lit, par exemple, ce qui suit, dans l'exposé financier communiqué par le ministre des Finances le soir du 6 décembre 1957, comme en fait foi le hansard de cette année-là:

Nous espérons cependant que le comité appréciera l'audace du programme gouvernemental, et la mesure dans laquelle il contribuera à maintenir la confiance et la prospérité.

Je rappelle aux honorables députés qu'un budget proposait des diminutions d'impôts de 26 millions seulement jusqu'à la fin de l'année financière, soit le 31 mars 1958, époque où le ministre des Finances, à un ou deux projets près, était bien disposé à accepter telles quelles les prévisions de recettes que son prédécesseur, M. Harris, avait inscrites au budget du mois de mars de cette année. En mars, M. Harris proposait pour l'année financière une réduction d'impôt de l'ordre de 55 millions. Déjà il avait proposé des avantages sociaux,—augmentation des pensions aux anciens combattants, des allocations de guerre aux anciens combattants, des allocations familiales, des paiements de sécurité de la vieillesse, de l'assistance-vieillesse, des pensions pour les invalides, les aveugles, et ainsi de suite, qui exigeraient, estimait-il, 133 millions en une année entière, sans compter les réductions d'impôts au montant de 55 millions proposées pour toute cette année-là. Rien n'indiquait que le nouveau ministre des Finances voyait à l'horizon quelque situation économique qui l'eût justifié de déroger sensiblement aux plans prévus déjà par M. Harris pour l'année financière 1957-1958. Le *Star* de Windsor fit quelques commentaires là-dessus, après avoir vu les comptes de l'année. Il disait, le 4 avril:

L'hon. M. Pearson: Quelle année?

M. Benidickson: Le 4 avril 1958. Voici ce qu'on pouvait lire dans le *Star* de Windsor:

Quand les conservateurs nous serviront leur excuse usée: «Nous avons hérité la régression économique de l'ancien régime», il sera bon de se rappeler ceci. L'ancien ministre des Finances, M. Walter E. Harris, avait prévu un excédent de 152 millions pour 1957-1958. Ses prévisions étaient si justes que, même après avoir puisé à pleine main dans cette cagnotte pour tenir leurs promesses, les conservateurs s'en sont tirés avec 38 millions seulement de déficit le 31 mars 1958.